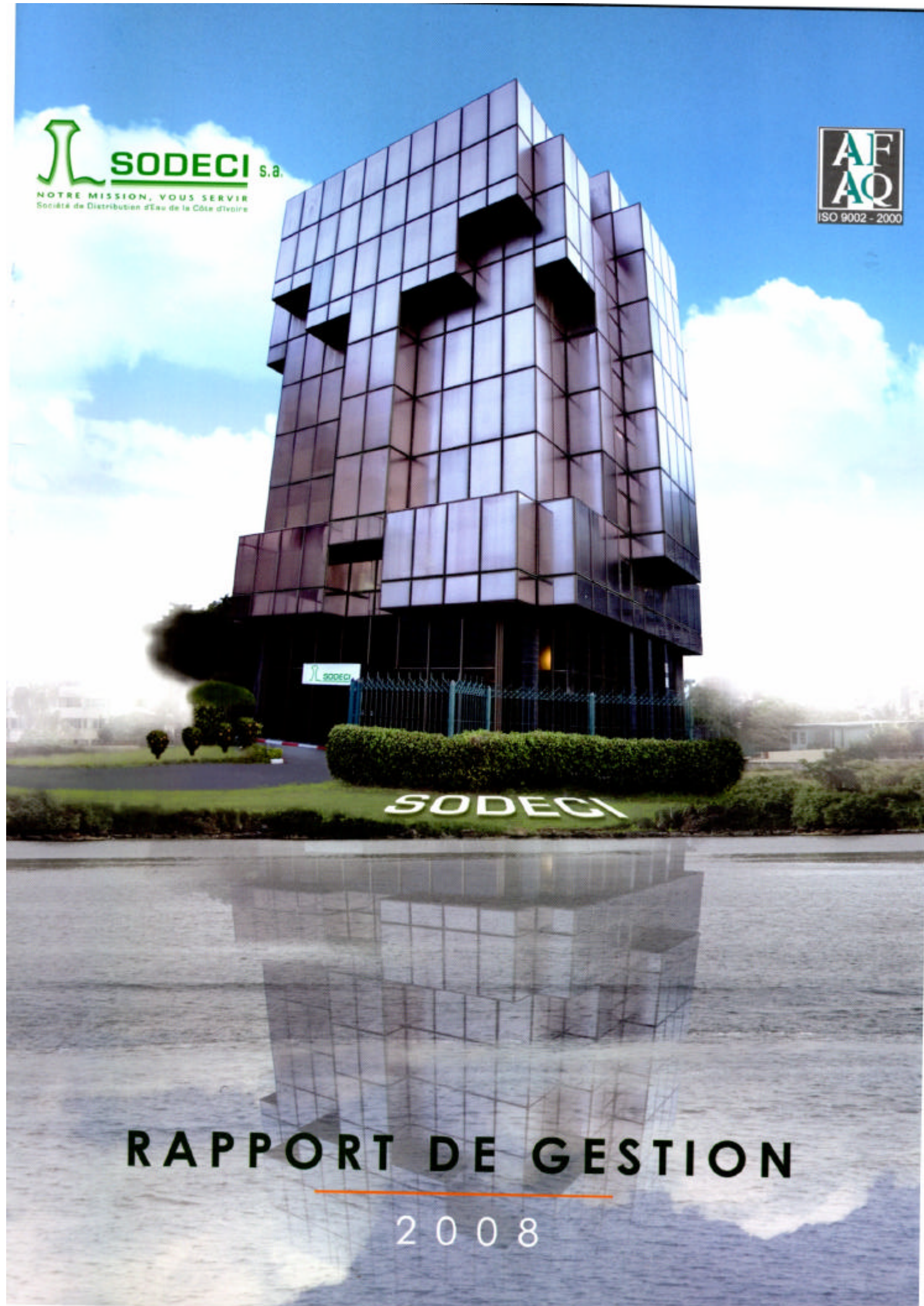
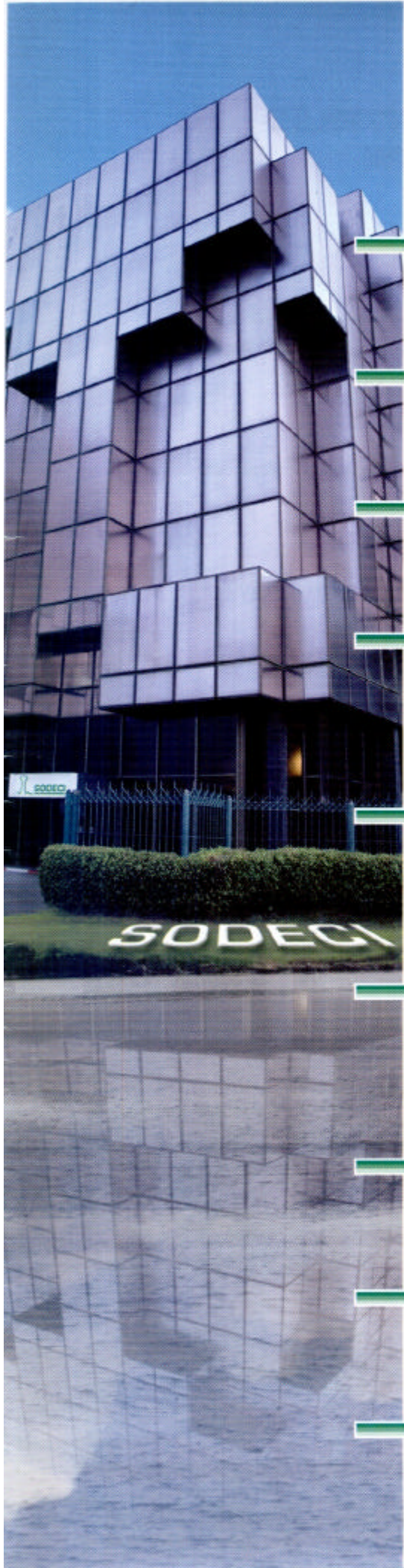




RAPPORT DE GESTION

2008



SOMMAIRE

ORDRE DU JOUR

P. 2

DIRECTION DE LA SOCIÉTÉ

P. 3

MESSAGE DU PRÉSIDENT

P. 4

RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

P. 5-7

RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES

AUX COMPTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS ANNUELS

P. 8-9

RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

P. 10-12

PROJET DE RÉSOLUTIONS

P. 13

ÉTATS FINANCIERS

P. 14-19

ÉTAT ANNEXÉ

P. 20-24

ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

Il est proposé aux Administrateurs de convoquer une Assemblée Générale Ordinaire Annuelle le 17 juin 2009, à 16 H, à la salle François LOUGAH du Palais de la Culture d'Abidjan en vue de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration et Rapport Général des Commissaires aux Comptes sur l'exercice clos le 31 décembre 2008
- Approbation des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2008 - quitus aux Administrateurs
- Approbation du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les Conventions réglementées
- Affectation et répartition du résultat
- Ratification de la cooptation de deux Administrateurs
- Fixation des indemnités de fonction des Administrateurs
- Pouvoirs en vue des formalités.

DIRECTION DE LA SOCIÉTÉ



Exercice de fin
de Mandat

CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

ADMINISTRATEURS

ZADI KESSY MARCEL	2011
AHOUNE FIRMIN	2012
BOUYGUES MARTIN	2013
BOUYGUES OLIVIER	2013
CASSAGNE JEAN-JACQUES	2009
DERIPPE JEAN	2011
DIARRA OUSMANE	2011
KONAN CAMILLE	2009
MIREMONT AUGUSTE	2010
PETERSCHMITT LOUIS	2012
SANGARET AUGUSTE	2009
MARTIN STEPHANE	2013

COMMISSAIRES AUX COMPTES

TITULAIRE

ERNST & YOUNG	2012
---------------	------

SUPPLEANT

UNICONSEIL	2012
------------	------

TITULAIRE

MAZARD & GUERARD	2010
------------------	------

SUPPLEANT

UN'DABIAN KROAH BILE	2010
----------------------	------

COMITE DE DIRECTION

PRESIDENT — ZADI KESSY MARCEL

DIRECTEUR GENERAL

EBAH BASILE

DIRECTEUR GENERAL DES OPERATIONS

DAUPHIN GEORGES

ATTACHE DIRECTION GENERALE

LAGO CHANTAL

ATTACHE DIRECTION GENERALE

SEM ELEONORE

SECRETAIRE GENERALE

COULIBALY AICHA

DIRECTEUR LOGISTIQUE

ZADOU DEGRE VIRGINIE

RESPONSABLE CELLULE INFORMATIQUE

DIAGOU LUCIENNE

DIRECTEUR FINANCIER ET COMPTABLE

KOUADIO CHRISTOPHE

DEGNY AKADIE GUY

FLORENT

DIRECTEUR BUDGET ET CONTROLE DE GESTION

DA CRUZ DOMINIQUE

DIRECTEUR GENERAL ADJOINT TECHNIQUE

GOSSO OLIVIER

DIRECTEUR PRODUCTION ABIDJAN

TCHIMOU N'GBOCHO

DIRECTEUR ETUDES MAINTENANCE TRAVAUX

TAPE ZEKRE

DIRECTEUR ASSAINISSEMENT

KOUADIO AMANI

DIRECTEUR GENERAL ADJOINT EXPLOITATION

ANGOFI JACOB

DIRECTEUR EXPLOITATION ABIDJAN

YOBOUE DESCORD

DIRECTEUR EXPLOITATION INTERIEUR

DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES

FOFANA BRIHIMA

MESSAGE DU PRÉSIDENT

Mesdames, Messieurs, Chers actionnaires,

L'année 2008 a vu démarrer l'exécution du nouveau contrat d'affermage qui, comme je vous l'avais indiqué dans mon message de l'année dernière, nous offre de nouvelles opportunités d'améliorer les performances de SODECI et le service de distribution publique urbaine d'eau potable.

La crise qui s'installe dans la durée, doublée d'une conjoncture économique mondiale difficile qui a occasionné un renchérissement des coûts des facteurs notamment des prix des produits pétroliers et de l'électricité, n'a pas épargné notre entreprise.

Notre trésorerie s'est encore dégradée du fait de l'accumulation des impayés de consommation d'eau de l'Etat et des zones CNO qui s'élèvent à 55 milliards FCFA soit plus d'une année de chiffre d'affaires hors taxes.

Au regard de cette situation, un plan de communication a été élaboré dans le but de remobiliser nos collaborateurs autour de nos valeurs, et d'informer nos clients sur les difficultés que rencontre SODECI.

Malgré le contexte difficile, l'année 2008 nous a apporté quelques satisfactions :

- le résultat net social s'est amélioré
- notre certificat AFAQ ISO 9001 version 2000 a été renouvelé,
- le climat social est resté apaisé malgré quelques perturbations.



Sur le plan financier nous poursuivons nos efforts de recouvrement des créances de l'Etat.

En matière d'investissements, le secteur a bénéficié de concours financiers qui ont été accordés grâce aux actions de notre ministère de tutelle.

Permettez-moi, en votre nom et au mien, de féliciter et encourager le personnel de la SODECI pour les efforts et les sacrifices consentis afin de garantir la stabilité de votre entreprise.

Je vous remercie pour votre confiance et votre soutien.

Marcel ZADI KESSY

Président du Conseil d'Administration

RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons convoqués en Assemblée Générale Ordinaire conformément aux statuts afin de faire entendre la lecture du rapport de gestion de votre Conseil d'Administration, ainsi que des rapports de vos Commissaires aux Comptes sur les comptes de l'exercice 2008 et sur les opérations intervenues au cours de ladite période.

Nous vous demanderons, après avoir entendu ces rapports, de statuer sur les comptes, et de vous prononcer sur les résolutions qui vous sont soumises.

Nous vous rappelons que, conformément aux articles 525 et 526 de l'Acte Uniforme relatif au droit des Sociétés Commerciales, tous les actionnaires ont

eu la faculté de consulter, au siège de la société, les états financiers et autres documents et qui sont également adressés à :

- La Direction Générale des Grandes Entreprises,
- La Comptabilité Nationale,
- La Banque de Données Financières,
- La Direction de l'Enregistrement,
- Et la BCEAO.

Votre Conseil d'Administration se tient d'autre part à votre disposition pour vous fournir en séance tous les éclaircissements que vous pourriez souhaiter.

ACTIVITÉS

L'année 2008 a été dominée, sur le plan politique, par le démarrage des opérations couplées d'identification de la population et de recensement électoral et les décisions du 4^{ème} CPC (cadre permanent de concertation) relatives au redéploiement de la justice à la réalisation effective de la réunification des caisses financières dans la zone CNO et à la résolution de

la question des grades des officiers des Forces Nouvelles.

Dans un environnement inflationniste important (+6,30%) nous avons pu faire accepter un nouveau prix maximal de base (250 F/m³) et la prise en charge par l'Etat des coûts d'exploitation supportés en zone CNO.

Données d'activités comparées	Exercice 2007	Exercice 2008	Variation (en valeur)	Variation (%)
Nbre d'Abonnés	576 552	601 941	25 389	4,40
M ³ produits (Km ³)	170 897	175 882	4 985	2,92
M ³ facturés (Km ³)	132 759	136 230	3 471	2,61
Ratio de Facturation	77,7	77,5		

Le nombre d'abonnés actifs évolue en moyenne, toutes zones confondues de 4%. Il reste stable et correspond au nombre de branchements réalisés sur la période. La production totale (en milliers de m³) augmente de 2,9%. La variation est sensiblement la même entre les directions régionales zone libre qu'à

Abidjan. Elle est très importante en zone CNO du fait du renforcement des capacités des installations de Bouaké et Korhogo. La facturation annuelle en cubage ne progresse que de 2,6% conséquence d'un ratio sensiblement en baisse par rapport à 2007.

Produits (en millions de FCFA)	Exercice 2007	Exercice 2008	Variation (en valeur)	Variation (%)
Ventes d'Eau HT	31 912	35 484	3 572	11,19
Travaux, services vendus	14 828	16 246	1 418	9,56
Autres produits (dont financiers et HAO)	3 627	10 156	6 529	NS
<i>Dont Produit exceptionnel</i>		8 413		
Total Produits	50 367	61 886	11 519	22,87

Les produits progressent de 22,87% sur la période. Les ventes d'eau hors taxes progressent de plus de 11%, cette augmentation est constituée par les rattrapages de tarif à 242 FCFA et à 250 FCFA/M³ (appliqué depuis le 21 février 2008), et à l'application de la formule de révision du Prix Maximal de Base, relative à la hausse des coûts de l'électricité, des produits de traitement et du carburant. Cette augmentation prend également en compte l'effet volume sur la période.

L'évolution de la part travaux et services vendus est impactée pour la part TLE par la baisse d'activité de

35% des branchements subventionnés compensée par la progression de +8,7% des branchements ordinaires. L'activité travaux évolue de +29% grâce au démarrage sur 2008 des travaux de construction et d'équipement du château d'Abatta et de la réhabilitation de la station de la Loka.

Les autres produits (dont financiers et HAO) connaissent une variation exceptionnelle due à la prise en compte d'un produit exceptionnel relatif à la reconnaissance par l'Etat des coûts d'exploitation supportés en zone CNO.

Charges (en millions de FCFA)	Exercice 2007	Exercice 2008	Variation (en valeur)	Variation (%)
Achats et services	29 816	31 142	1 326	4,45
Charges de Personnel	9 231	9 550	319	3,46
Amortissements, provisions et autres charges	10 532	20 233	9 701	92,11
Total Charges	49 579	60 925	11 346	22,88

Les charges totales augmentent de 22,88% sur la période.

La hausse des achats et services est due à l'augmentation du coût de l'électricité, du carburant et des charges de sous-traitance liées à la progression des activités travaux.

Les charges de personnel sont conformes à l'évolution de l'effectif.

L'évolution des autres charges est due principalement à l'enregistrement d'une provision exceptionnelle

de 6 310 millions de FCFA (à mettre en regard du produit exceptionnel de 8 413 millions de FCFA, relatif à la prise en compte par l'Etat des coûts d'exploitation dans la zone CNO) et son effet sur le niveau des impayés société.

Nous terminons l'année 2008 avec un résultat net de **962 millions de FCFA** en hausse de **174 millions de FCFA** par rapport à l'année précédente.

Le total du Bilan consolidé de la SODECI vous est présenté ci-dessous, il progresse de 10,40%.

Evolution du Bilan (en millions de FCFA)	Réalisé 2007	Réalisé 2008	Var 08/07 (%)
ACTIF	102 778	113 468	10,40
<i>dont Actif immobilisé net</i>	17 383	18 239	4,92
<i>dont Actif circulant</i>	84 383	94 683	12,21
<i>Dont Trésorerie</i>	1 012	546	-46,05
PASSIF	102 778	113 468	10,40
<i>dont Capitaux Permanents</i>	30 673	37 980	23,82
<i>dont Passif Circulant</i>	67 628	68 654	1,52
<i>dont Trésorerie-Passif</i>	4 478	6 834	52,61

Les investissements réalisés en 2008 représentent 4 145 millions de FCFA.

L'évolution de l'actif circulant est due principalement aux impayés de l'Etat qui représentent 55 659 millions de FCFA au 31 décembre 2008.

Cette situation pèse fortement sur notre trésorerie qui continue de se dégrader et représente en net 6 288 millions de F CFA de concours bancaires.

Le niveau moyen de l'action a progressé de 53% au cours de l'exercice. La rentabilité sur fonds propres est de 8,98%, soit une augmentation de 21,5%.

PERSPECTIVES

Perspectives	2008	Plan 2009	Variation (en valeur)	Variation (%)
Nbre d'Abonnés	601 941	612 000	10 059	1,67
M ³ produits (Km ³)	175 882	180 460	4 578	2,60
M ³ facturés (Km ³)	136 230	142 278	6 048	4,44
Ratio de Facturation	77,5	78,8		

Le périmètre d'activité et les conditions d'exploitation resteront inchangés et n'évolueront qu'en fonction de la situation politique. Le redéploiement en zone CNO sera conditionné par la tenue effective des élections en 2009. Nous restons prudents sur l'évolution de la production qui sera influencée par la saturation de nos installations et notre capacité à maintenir une bonne continuité de service. La facturation sera proportionnelle à l'évolution des volumes

produits avec un ratio qui devrait se maintenir au moins à son niveau 2008.

Le résultat que nous espérons maintenir au niveau des années précédentes sera conditionné par l'amélioration de notre trésorerie, elle-même très fortement dépendante des difficultés financières de l'Etat.

RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2008

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale ordinaire, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008 sur :

- Le contrôle des états financiers annuels de la Société de Distribution d'Eau de la Côte d'Ivoire, S.A. (SODECI) tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les états financiers annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces états financiers.

I- Opinion sur les états financiers annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces états financiers. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des états financiers et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les états financiers annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice, conformément aux règles et méthodes comptables prévues par l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au Droit Comptable.

II- Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les états financiers annuels.

Les Commissaires aux Comptes

Mazars Côte d'Ivoire

Armand Fandohan
Expert-Comptable Diplômé

Ernst et Young

Caroline Zamojciowna-Orio
Expert-Comptable Diplômé

RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

Exercice clos le 31 décembre 2008

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre Société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention conclue au cours de l'exercice et visée aux articles 438 à 448 de l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE.

Cependant, en application de l'article 440 alinéa 7 de l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

1. Convention d'assistance générale conclue avec finagection

Administrateurs communs : Messieurs Olivier BOUYGUES,
Marcel ZADI KESSY
Jean-Jacques CASSAGNE

Nature et objet : Les prestations d'assistance générale portent sur les domaines juridique, financier, comptable, informatique, technique, des ressources humaines et du management. Cette convention est conclue pour une durée d'un an avec tacite reconduction.

Modalités et rémunération : Ces diverses prestations sont rémunérées au taux de 3,93 % du chiffre d'affaires annuel hors taxes de l'exercice précédent et font l'objet de facturations trimestrielles. Le montant total comptabilisé en charges par la SODECLI au titre de ces prestations

s'élève à F CFA 1.524 millions hors taxes pour l'exercice clos le 31 décembre 2008.

2. Convention d'assistance générale conclue avec GS2E

- Nature et objet : Convention de services pour la réalisation de prestations dans les principaux domaines suivants :
- Ressources humaines et formation.
 - Audit exploitation eau et électricité.
 - Communication et documentation.
 - Systèmes d'information.
 - Finances, comptabilité, achats et assurances.
 - Conseil juridique.
 - Ingénierie financière, études et maîtrise d'œuvre.
 - Qualité, sécurité et environnement.
- Modalités et rémunération : Sur l'exercice 2008, le coût total facturé au titre des prestations rendues à la SODECI par le GS2E s'est élevé à 1.158 millions hors taxes.

3. Convention de bail conclue avec la CIE

- Administrateurs communs : Messieurs Martin BOUYGUES, Olivier BOUYGUES, Marcel ZADI KESSY, Ousmane DIARRA, Jean-Jacques CASSAGNE, Louis PETERSCHMITT.
- Nature et objet : Location à la CIE d'un immeuble composé d'une tour de huit étages, d'une galette, d'un parking souterrain et de parkings extérieurs. Cette convention, en date du 1^{er} Février 1993, est consentie et acceptée pour une durée de 9 ans et est renouvelable par tacite reconduction par période triennale.

Modalités et rémunération : Le loyer trimestriel est de FCFA 55 millions.
Le loyer perçu par la SODECI au titre de
l'exercice clos le 31 décembre 2008 s'élève
à FCFA 221 millions hors taxes.

4. Convention d'assistance médicale curative conclue avec la CIE

Administrateurs communs : Messieurs Martin BOUYGUES,
Olivier BOUYGUES, Marcel ZADI KESSY,
Ousmane DIARRA, Jean-Jacques CASSAGNE,
Louis PETERSCHMITT.

Nature et objet : Assistance médicale curative. Cette convention
autorise le personnel de la SODECI à recevoir
des soins médicaux au sein de la CIE.

Modalités et rémunération : Les charges supportées par la SODECI sur
l'exercice 2008 s'élèvent à FCFA 5 millions.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes de la profession ; ces
normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier
la concordance des informations qui nous ont été données avec les
documents de base dont elles sont issues.

Les Commissaires aux comptes
Mazars Côte d'Ivoire

Ernst & Young

Armand Fandohan
Expert-Comptable Diplômé

Caroline Zamojciowna-Orio
Expert-Comptable Diplômé

PROJET DE RÉSOLUTIONS

PREMIÈRE RÉSOLUTION

Après avoir entendu la lecture du Rapport de Gestion du Conseil d'Administration sur l'exercice 2008, du bilan et du compte de résultats nets au 31 décembre 2008, ainsi que du Rapport Général des Commissaires aux Comptes concernant le même exercice, et après avoir pris connaissance de tous les renseignements et explications complémentaires qui lui ont été fournis en séance, l'Assemblée Générale approuve, sans exception, ni réserve lesdits rapports et lesdits comptes, tels qu'ils lui ont été présentés et toutes les opérations et écritures qui s'y trouvent mentionnées ou enregistrées.

En conséquence, l'Assemblée Générale arrête au chiffre de **962 629 880 FCFA** le montant du bénéfice net de cet exercice, après imputation de l'impôt y afférent.

DEUXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale donne quitus entier et sans réserve aux Administrateurs de leur gestion pour l'exercice 2008.

TROISIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes concernant les conventions visées par l'article 438 de l'Acte Uniforme relatif au droit des Sociétés Commerciales approuve toutes les conventions et opérations qui s'y trouvent mentionnées.

QUATRIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, après avoir constaté que le bénéfice de l'exercice 2008 s'élève à **962 629 880 FCFA** et compte tenu du Report à Nouveau antérieur de 132 588 418 FCFA, décide d'affecter le bénéfice disponible de 1 095 218 298 FCFA de la manière suivante :

- à la distribution d'un dividende brut de	900 000 000
- le solde au Report à nouveau, soit	195 218 298

L'Assemblée Générale fixe à 1 000 FCFA bruts par action le montant du dividende total qui reviendra, au titre de l'exercice 2008 à chacune des 900 000 actions composant le capital soit 900 FCFA nets par action. Ce dividende sera mis en paiement à la diligence de la Direction Générale, à compter du 30 juin 2009.

CINQUIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale après lecture du rapport de gestion, décide de ratifier la cooptation en qualité d'Administrateur de Monsieur Fabrice PAGANI en remplacement de Monsieur Jean DERIPPE démissionnaire effectuée en Conseil d'Administration le 17 février 2009 pour la durée restant à courir du mandat de ce dernier, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

SIXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après lecture du rapport de gestion, décide de ratifier la cooptation, en qualité d'Administrateur, de la Société ECP FII FINAGESTION, en remplacement de Monsieur Auguste SANGARET démissionnaire, effectuée en Conseil d'Administration le 17 février 2009, pour la durée restant à courir du mandat de ce dernier, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

SEPTIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'allouer aux Administrateurs, en rémunération de leurs activités, à titre d'indemnité de fonction, une somme annuelle de 26 000 000 FCFA dont la répartition sera effectuée par le Conseil d'Administration et qui sera maintenue jusqu'à nouvelle décision.

HUITIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale confère tous les pouvoirs au porteur d'originaux ou de copies du procès-verbal constatant ces délibérations, à effet d'accomplir toutes formalités légales, dépôts ou autres de publicité.

BILAN

ACTIF

	Exercice 2008		Exercice 2007	
	BRUT	AMORT/PROV	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE (I)				
AA Charges immobilisées				
AX Frais d'établissement				
AY Charges à répartir				
AC Primes de remboursement des obligations				
AD Immobilisations incorporelles				
AE Frais de recherche et développement				
AF Brevets, licences et logiciels	3 399 500 350	2 535 197 691	864 302 659	1 016 481 244
AG Fonds de commerce				
AH Autres immobilisations incorporelles	116 956 903	116 956 903	-	-
AI Immobilisations corporelles				
AJ Terrains	276 601 031		276 601 031	276 601 031
AK Bâtiments	9 023 198 937	8 609 862 360	413 336 577	492 047 773
AL Installations et agencements	5 320 831 715	3 999 122 366	1 321 709 349	2 121 439 631
AM Matériel	20 352 457 664	14 150 228 884	6 202 228 780	6 158 604 966
AN Matériel de transport	8 900 090 344	5 403 680 636	3 496 409 708	2 560 385 215
AP Avances et acomptes versés sur immobilisations	490 087 665		490 087 665	470 813 957
AQ Immobilisations financières				
AR Titres de participation	211 200 000		211 200 000	211 200 000
AS Autres immobilisations financières	5 008 840 568	45 239 509	4 963 601 059	4 075 422 877
AW (1) dont H. A. O. : Brut				
Net				
AZ TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	53 099 765 177	34 860 288 349	18 239 476 828	17 382 996 694

ACTIF CIRCULANT

BA Actif circulant H. A. O.

BB Stocks				
BC Marchandises				
BD Matières premières et autres approvisionnements	5 336 796 237	553 570 898	4 783 225 339	4 874 411 764
BE Encours				
BF Produits fabriqués	808 430 541		808 430 541	698 796 501
BG Créances et emplois assimilés				
BH Fournisseurs, avances versées	1 271 412 107		1 271 412 107	790 669 304
BI Clients	80 057 637 599	22 355 912 767	57 701 724 832	62 974 620 532
BJ Autres créances	30 801 287 482	682 862 986	30 118 424 496	15 044 784 254
BK TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	118 275 563 966	23 592 346 651	94 683 217 315	84 383 282 355

TRESORERIE - ACTIF

BQ Titres de placement	523 615 740		523 615 740	895 715 326
BR Valeurs à encaisser			-	0
BS Banques, CCP, caisse	281 915 298	259 861 895	22 053 403	116 132 142
BT TOTAL TRESORERIE-ACTIF (III)	805 531 038	259 861 895	545 669 143	1 011 847 468
BU Ecart de conversion-Actif (IV) (perte probable de change)				
BZ TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	172 180 860 181	58 712 496 895	113 468 363 286	102 778 126 517

BILAN

PASSIF

Exercice 2008

Exercice 2007

CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES

CA Capital	4 500 000 000	4 500 000 000
CB Actionnaires capital non appelé		
CC Primes et réserves		
CD Primes d'apport, d'émission, de fusion	255 906 342	255 906 342
CE Ecart de réévaluation	1 045 087 734	1 045 087 734
CF Réserves indisponibles	909 800 000	909 800 000
CG Réserves libres	2 911 725 555	2 911 725 555
CH Report à nouveau (+ ou -)	132 588 418	244 162 898
CI Résultat net de l'exercice (bénéfice + ou perte -)	962 629 880	788 425 520
CK Autres capitaux propres		
CL Subventions d'investissement	6 445 875	12 939 850
CM Provisions réglementées et fonds		
CP TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	10 724 183 804	10 668 047 899
DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILEES (1)		
DA Emprunts	3 458 066 151	3 735 785 567
DB Dettes de crédit-bail et contrats assimilés	827 244 750	757 485 023
DC Dettes financières diverses	12 969 355 162	12 170 625 615
DD Provisions financières pour risques et charges	10 001 549 168	3 340 644 666
DE (1) dont H. A. O.		
DF TOTAL DETTES FINANCIERES (II)	27 256 215 231	20 004 540 871
DG TOTAL RESSOURCES STABLES (I + II)	37 980 399 035	30 672 588 770

PASSIF CIRCULANT

DH Dettes circulantes et ressources assimilées H.A.O.	441 055 495	142 975 381
DI Clients, avances reçues	4 885 175 982	5 699 774 310
DJ Fournisseurs d'exploitation	16 946 073 891	13 548 708 149
DK Dettes fiscales	44 395 430 923	46 670 949 841
DL Dettes sociales	1 736 679 013	1 256 880 909
DM Autres dettes	249 793 888	308 308 095
DN Risques provisionnés		
DP TOTAL PASSIF CIRCULANT (III)	68 654 209 192	67 627 596 685

TRESORERIE PASSIF

DQ Banques, crédits d'escompte		
DR Banques, crédits de trésorerie		
DS Banques, découverts	6 833 755 059	4 477 941 062
DT TOTAL TRESORERIE-PASSIF (IV)	6 833 755 059	4 477 941 062
DU Ecart de conversion-Passif (V)		
DZ TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	113 468 363 286	102 778 126 517

N° d'identification fiscale : 0100984A

COMPTE DE RÉSULTAT

CHARGES

Exercice 2008

Exercice 2007

ACTIVITÉ D'EXPLOITATION

RA	Achats de marchandises			6 151 571	2 060 615
RB	Variation de stocks	(- ou +)			
	(Marge brute sur marchandises voir TB)				
RC	Achats de matières premières et fournitures liées			8 075 780 338	8 872 152 167
RD	Variation de stocks	(- ou +)		417 514 900	-887 164 730
	(Marge brute sur matières voir TG)				
RE	Autres achats			8 048 111 509	7 489 229 237
RH	Variation de stocks	(- ou +)			
RI	Transports			1 183 308 373	1 336 705 557
RJ	Services extérieurs			13 318 301 370	12 477 118 215
RK	Impôts et taxes			962 098 244	1 447 210 150
RL	Autres charges			6 429 101 051	4 757 007 480
	(Valeur ajoutée voir TN)				
RP	Charges de personnel (1)			9 407 301 038	8 991 802 390
RQ	(1) dont personnel extérieur	750 281 972	759 225 197		
	(Excédent brut d'exploitation voir TQ)				
RS	Dotations aux amortissements & provisions			3 950 403 424	3 903 636 809
RW	Total des charges d'exploitation			51 798 071 818	48 389 757 890
	(Résultat d'exploitation voir TX)				

PRODUITS

ACTIVITÉ D'EXPLOITATION

TA	Ventes de marchandises			28 372 463	9 654 109
TB	MARGE BRUTE SUR MARCHANDISES	22 220 892	7 593 494		
TC	Ventes de produits fabriqués			35 485 891 958	31 911 847 325
TD	Travaux, services vendus			14 979 912 789	13 526 144 461
TE	Production stockée (ou déstockage)	(+ ou -)		109 634 040	73 321 416
TF	Production immobilisée			960 424 209	1 067 827 515
TG	MARGE BRUTE SUR MATIÈRES	43 042 567 758	38 594 153 280		
TH	Produits accessoires			523 474 461	459 420 891
T I	CHIFFRE D'AFFAIRES (1) (TA+TC+TD+TH)	51 017 651 671	45 907 066 786		
TJ	(1) dont à l'exportation				
TK	Subventions d'exploitation				
TL	Autres produits			498 183 332	711 856 008
TN	VALEUR AJOUTÉE	14 145 525 896	12 265 753 034		
TQ	EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION	4 738 224 858	3 273 950 644		
TS	Reprises de provisions			313 818 889	1 847 310 812
TT	Transferts de charges				
TW	Total des produits d'exploitation			52 899 712 141	49 607 382 537
TX	RÉSULTAT D'EXPLOITATION	1 101 640 323	1 217 624 647		
	Bénéfice (+) ; Perte (-)				

N° d'identification fiscale : 0100984A

COMPTE DE RÉSULTAT

CHARGES

	Exercice 2008	Exercice 2007
RW Report total des charges d'exploitation	51 798 071 818	48 389 757 890

ACTIVITE FINANCIERE

SA Frais financiers	435 492 682	333 037 359
SC Pertes de change		
SD Dotations aux amortissements et aux provisions		
SF Total des charges financières	435 492 682	333 037 359

(Résultat financier voir UG)

SH Total des charges des activités ordinaires	52 233 564 500	48 722 795 249
--	-----------------------	-----------------------

HORS ACTIVITES ORDINAIRES (H.A.O.)

SK Valeurs comptables des cessions d'immobilisations	328 259 581	753 797 213
SL Charges H.A.O.	62 759 003	43 315 245
SM Dotations H.A.O.	6 310 204 615	

SO Total des charges H.A.O.	6 701 223 199	797 112 458
------------------------------------	----------------------	--------------------

(Résultat H.A.O. voir UF)

SQ Participation des travailleurs		
SR Impôts sur le résultat	2 560 469 243	818 942 544
SS Total participation et impôts	2 560 469 243	818 942 544

ST TOTAL GENERAL DES CHARGES	61 495 256 942	50 338 850 251
-------------------------------------	-----------------------	-----------------------

(Résultat net voir UZ)

PRODUITS

TW Report total des produits d'exploitation	52 899 712 141	49 607 382 537
---	----------------	----------------

UA Revenus financiers	334 511 141	52 862 461
UC Gains de change		
UD Reprises sur provisions		
UE Transferts de charges		

UF Total des produits financiers	334 511 141	52 862 461
---	--------------------	-------------------

UG RESULTAT FINANCIER (+ ou -)	-100 981 541	-280 174 898
---------------------------------------	---------------------	---------------------

UH Total des produits des activités ordinaires	53 234 223 282	49 660 244 998
---	-----------------------	-----------------------

UI RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES (1)

(+ ou -)	1 000 658 782	937 449 749
----------	---------------	-------------

UJ (1) dont impôt correspondant 328 107 412

UK Produits de cessions d'immos	326 097 497	728 612 841
UL Produits H.A.O.	8 891 072 068	738 417 932
UM Reprises H.A.O.	6 493 975	
UN Transferts de charges		

UO Total des produits H.A.O.	9 223 663 540	1 467 030 773
-------------------------------------	----------------------	----------------------

UP RESULTAT H.A.O.	2 522 440 341	669 918 315
--------------------	---------------	-------------

UT TOTAL GENERAL DES PRODUITS	62 457 886 822	51 127 275 771
--------------------------------------	-----------------------	-----------------------

UZ RESULTAT NET	962 629 880	788 425 520
Bénéfice (+) ; Perte (-)		

N° d'identification fiscale : 0100984A

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)

CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT GLOBALE (C.A.F.G.)

CAFG = EBE

- Charges décaissables restantes / à l'exclusion des cessions
+ Produits encaissables restants / d'actif immobilisé

(SA) Frais financiers	435 492 682	E.B.E.	4 738 224 858
(SC) Pertes de change		(TT) Transferts de charges d'exploitation	
(SL) Charges H.A.O.	62 759 003	(UA) Revenus financiers	334 511 141
(SQ) Participation		(UE) Transferts de charges financières	
(SR) Impôts sur le résultat	2 560 469 243	(UC) Gains de change	
		(UL) Produits H.A.O.	8 891 072 068
		(UN) Transferts de charges H.A.O.	
TOTAL (I)	3 058 720 928	TOTAL (II)	13 963 808 067
CAFG : Total (II) - Total (I)		= 10 905 087 139	(N - 1) : 2 869 935 889

AUTOFINANCEMENT (A.F.)

AF = CAFG - Distributions de dividendes dans l'exercice (1)

AF = 10 905 087 139 - 900 000 000 = 10 005 087 139 (N - 1) : 2 262 435 889

VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (B.F.E.)

Var. B.F.E. = Var. Stocks (2) + Var. Créances (2) + Var. Dettes circulantes (2)

(1) Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice y compris les acomptes sur dividendes.

(2) A l'exclusion des éléments H.A.O.

Variation des stocks : N - (N - 1)	Emplois augmentation (+)		Ressources diminution (-)
(BC) Marchandises		ou	91 186 425
(BD) Matières premières		ou	
(BE) En-cours		ou	
(BF) Produits fabriqués	109 634 040	ou	
(A) Variation globale nette des stocks	18 447 615	ou	
Variation des créances : N - (N - 1)			
(BH) Fournisseurs, avances versées	480 742 803	ou	
(BI) Clients		ou	5 272 895 700
(BJ) Autres créances	15 073 640 242	ou	
(BU) Ecart de conversion - Actif		ou	
(B) Variation globale nette des créances	10 281 487 345	ou	
Variation des dettes circulantes : N - (N - 1)			
(DI) Clients, avances reçues	814 598 328	ou	
(DJ) Fournisseurs d'exploitation		ou	
(DK) Dettes fiscales		ou	3 397 365 742
(DL) Dettes sociales	2 275 518 918	ou	
(DM) Autres dettes		ou	479 798 104
(DN) Risques provisionnés	58 514 207	ou	
(DU) Ecart de conversion - Passif		ou	
(C) Variation globale nette des dettes circulantes		ou	728 532 393
VARIATION DU B.F.E. = (A) + (B) + (C)	9 571 402 567	ou	

EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION (E.T.E.)

ETE = EBE - Variation BFE - Production immobilisée

	2008	2007
Excédent brut d'exploitation	4 738 224 858	3 273 950 644
- Variation du B.F.E. (- si emplois ; + si ressources)	(- ou +) -9 571 402 567	-3 390 700 607
- Production immobilisée	-960 424 209	-1 067 827 515
EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION	-5 793 601 918	-1 184 577 478

(N° d'identification fiscale : 0100984A)

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)

	Exercice 2008		Exercice 2006
	Emplois	Ressources	(E - ; R +)
I. INVESTISSEMENTS ET DESINVESTISSEMENTS			
FA Charges immobilisées (augmentations dans l'exercice)			
Croissance interne			
FB Acquisitions/Cessions d'immobilisations incorporelles	257 556 033		-54 251 696
FC Acquisitions/Cessions d'immobilisations corporelles	3 037 858 639	48 378 081	-4 122 049 760
Croissance externe			
FD Acquisitions/Cessions d'immobilisations financières	1 175 209 692	277 719 416	446 372 168
FF INVESTISSEMENT TOTAL	4 144 526 867		-3 729 929 288
FG II. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (cf. supra : Var. B.F.E.)			
	9 571 402 567	ou	-3 390 700 607
FH A - EMPLOIS ECONOMIQUES A FINANCER (FF + FG)	13 715 929 434		-7 120 629 895
FI III. EMPLOIS/RESSOURCES (B.F., H.A.O.)			
		ou	296 080 114
FJ IV. EMPLOIS FINANCIERS CONTRAINTS (1)	277 719 415		-472 611 640
Remboursements (selon échéancier) des emprunts et dettes financières			
(1) A l'exclusion des remboursements anticipés portés en VII			
FK B - EMPLOIS TOTAUX A FINANCER	13 695 568 735		-7 975 618 635
V. FINANCEMENT INTERNE			
FL Dividendes (Emplois) / C.A.F.G. (Ressources)	900 000 000	10 905 087 139	2 262 435 889
VI. FINANCEMENT PAR LES CAPITAUX PROPRES			
FM Augmentations de capital par apports nouveaux			
FN Subventions d'investissement			
FP Prélèvements sur le capital (y compris retraits de l'exploitant)			
VII. FINANCEMENT PAR DE NOUVEAUX EMPRUNTS			
FQ Emprunts (2)		868 489 274	1 540 159 576
FR Autres dettes financières (2)			
(2) Remboursements anticipés inscrits séparément en emplois			
FS C - RESSOURCES NETTES DE FINANCEMENT		10 873 576 413	3 802 595 465
FT D - EXCEDENT OU INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE FINANCEMENT (C - B)	2 821 992 322	ou	-4 173 023 170
VIII. VARIATION DE LA TRESORERIE			
Trésorerie nette			
FU à la clôture de l'exercice + ou -	-6 268 085 916		
FV à l'ouverture de l'exercice + ou -	-3 466 093 594		
FW VARIATION TRESORERIE : -2 821 992 322	ou	2 821 992 322	-4 173 023 170
(+ si Emploi ; - si Ressources)			
Contrôle : D = VIII avec signe opposé			
Nota : I, IV, V, VI, VII : en termes de flux ; II, III, VIII : différences "bilantielles"			
CONTROLE (à partir des masses des bilans N et N - 1)			
		Emplois	Ressources
Variation du fonds de roulement (F.d.R.) : FdR(N) - FdR(N - 1)		ou	6 451 330 131
Variation du B.F. global (B.F.G.) : BFG(N) - BFG(N - 1)		9 273 322 453	ou
Variation de la trésorerie (T) : T(N) - T(N - 1)		ou	2 821 992 322
TOTAL		9 273 322 453 =	9 273 322 453

N° d'identification fiscale : 0100984A

ÉTAT ANNEXÉ

Règles Générales d'Etablissement et de Présentation des Comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008

L'état annexé aux états financiers présente les principales règles et méthodes comptables appliquées par la SODECI pour établir ses états financiers, les règles spécifiques et les autres informations nécessaires pour l'appréciation des états financiers.

A. RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers annuels ont été arrêtés conformément aux principes comptables définis par :

- le Droit comptable de l'OHADA en vigueur en Côte d'Ivoire depuis octobre 2003,
- les normes IFRS depuis l'exercice clos au 31 décembre 2005, notamment les provisions pour avantages liés au personnel (médailles du travail, IFC complémentaire et les avantages post-emploi).

Les changements de méthodes d'évaluation survenus au cours de l'exercice sont les suivants :

Changement de méthode comptable

Néant

Particularités concernant certains postes

Immobilisations incorporelles

Les frais d'établissement sont totalement amortis au 31 décembre 2002. Les logiciels, les frais de développement et les études informatiques sont amortis selon le mode linéaire sur la base des durées d'utilisation prévues qui sont comprises entre 3 et 7 ans. La migration de notre système de gestion clientèle de OCEANS vers SAPHIR a été réalisée à la Direction Régionale de la Basse Côte et dans les secteurs du Plateau et d'Abobo sud.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées au coût de revient et sont comptabilisées au coût historique. Les immobilisations corporelles ont été réévaluées conformément à la loi de finances 1995 par application d'un coefficient de 1,4 sur les immobilisations existantes au 12 janvier 1994. Les amortissements des immobilisations corporelles sont calculés selon le mode linéaire sur la base de leur durée probable d'utilisation :

Bâtiments industriels et administratifs	20 ans
Matériel et outillage	7-10 ans
Compteurs SODECI	10 ans
Matériel de transport et agencements véhicules	3-5 ans
Engins de travaux publics	5 ans
Matériel de bureau	7-10 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Mobilier des agents	10 ans
Matériels informatiques	5 ans

Immobilisations financières

Les immobilisations financières de la SODECI sont enregistrées au coût d'acquisition et comprennent au 31 décembre 2008 :

- deux prêts AFD (PCI et Assainissement) pour 3 458 millions de FCFA.
- un prêt (BICT) accordé à l'Etat de 15,3 millions de FCFA, suite à la transformation d'un avoir bancaire après liquidation, ce prêt est provisionné à 100%,
- une participation dans la société immobilière LOGIVOIRE de 8,5 millions de FCFA, provisionnée à 100 %,
- une participation de 211,2 millions de FCFA représentant 33% du capital de GS2E (Groupement des Services Eau et Electricité), un GIE créé par SODECI et CIE le 09 mai 2006 et ayant débuté ses activités le 1^{er} juillet 2006,
- des obligations Etat de 1 168,1 millions de FCFA correspondant au solde de la titrisation d'office de la taxe de drainage 2004 et 2005,
- des dépôts et cautions versés.

Stocks

Les stocks sont suivis en inventaire permanent et sont valorisés par la méthode du coût moyen pondéré. Les compteurs produits par la SOCA et les compteurs « retours terrains » sont évalués à un coût pré-établi. Les biens stockés importés, facturés et non réceptionnés au 31 décembre 2008 sont comptabilisés en marchandises en cours de

route (stocks flottants) pour une valeur de 670,7 millions de F CFA. Les provisions pour dépréciation des stocks sont évaluées sur la base du stock à rotation lente depuis plus de trois ans. Suite à l'inventaire physique intervenu dans la zone CNO au cours de l'exercice 2008, il a été procédé à une reprise de provision pour 326,3 millions de FCFA. Le montant total des provisions restantes s'élève à 553,6 millions de FCFA. Il n'y a pas eu de dotation au titre de l'exercice 2008.

Clients et comptes rattachés

Ce poste comprend l'ensemble des créances relatives aux activités eau, assainissement et travaux. Le risque de non recouvrement des créances du secteur public et parapublic est évalué - compte tenu des compensations qui sont régulièrement faites - selon que le client est « compensable » ou « non compensable ». Les créances « compensables » ne font pas l'objet de provisions pour dépréciation quels que soient les retards de règlement. Les créances « non compensables » sont assimilées à des privés (les sociétés d'Etat en liquidation, les EPN, les mairies et les sociétés d'Etat) et donc provisionnées.

Les provisions pour dépréciation des créances sont déterminées en tenant compte de :

- la nature des clients (privés ménages, gros clients, administrations, parapublic etc ...),
- l'antériorité des créances,
- la non compensation des créances débitrices et créditrices,
- la couverture des créances actives,
- l'augmentation du risque de non recouvrement pour les impayés multiples sur des actifs.

Toutes les provisions sur les créances sont constituées pour la part SODECI, hors taxes (TVA, Surtaxes et Fonds de développement) nettes des avances sur consommations. Le solde net des créances Etat qui ressort du protocole de dettes et créances croisées signé le 28 février 2008 pour un montant de 29,3 milliards de FCFA (dont 20,9 milliards de FCFA issus de la compensation à fin 2006 et 8,4 milliards de FCFA de coûts d'exploitation zone CNO à fin 2006 reconnus par l'Etat de Côte d'Ivoire) est inscrit au bilan dans le poste BJ « Autres créances ».

Les créances résiliées sur les clients privés ménages sont provisionnées à 95% des impayés supérieurs à 1 an pour la part SODECI nette des avances sur consommation et à 80% pour les créances de l'année en cours comprises dans nos autres créances au bilan.

Les créances actives sur les clients privés ménages pour lesquels nous constatons des impayés multiples sur certaines polices actives sont provisionnées comme des résiliés (95%). Le risque de non recouvrement des créances sur les gros clients actifs est apprécié individuellement et tient compte du résultat des procédures de recouvrement engagées, de la solvabilité du client et de l'ancienneté de la créance. C'est sur cette analyse que le taux de provision est estimé.

En ce qui concerne l'**activité travaux**, les créances sur les entreprises du secteur privé et sur les personnes physiques sont provisionnées à hauteur de 50% sur les créances actives et 95% sur les créances douteuses.

Les émissions d'eau en compteur consommées mais non encore relevées et donc non facturées à la date de clôture représentent des produits à recevoir qui sont calculés selon une méthode statistique sur la part SODECI à recevoir. Les travaux en cours de réalisation en fin d'année (les travaux neufs, travaux de renouvellement et travaux d'entreprise) sont évalués et comptabilisés en produits à recevoir afin de prendre en comptabilité la marge à l'avancement sur l'exercice clôturé.

Provisions pour risques et charges

Elles sont constituées :

- des droits acquis par le personnel, au titre des « indemnités de fin de carrière », évalués sur la base de l'article 40 de la Convention Collective Interprofessionnelle de Côte d'Ivoire,
- des risques juridiques issus d'un suivi individuel des litiges en cours,
- de divers autres risques.

Au titre de l'exercice 2008, une provision exceptionnelle pour charges d'un montant de 6,3 milliards de FCFA a été constituée destinée à couvrir la charge financière liée à la cession prévisible de la créance sur l'Etat de 29,3 milliards de FCFA.

TABLEAU DE VARIATION DES PROVISIONS AU 31 DECEMBRE 2008 (En KFCFA)

DESIGNATION	Provisions existantes au 31/12/07	Dotation aux Provisions	Reprises des Provisions	Virement de postes à postes	Total provisions au 31/12/08
EAU	16 821 647	4 631 652	71 398		21 381 901
<i>Dont lié à la Guerre</i>	11 278 520	3 300 083	22 832		14 555 771
FRAIS DE RECOUV. TRAITES ET CHQ. IMPAYES	182 207	12 401	1 738		192 870
TRAVAUX LIES A L'EXPLOITATION	376 108	49 761	53 318		372 551
EXPLOITATION EAU	17 379 962	4 693 814	126 454	0	21 947 322
AUTRES ACTIVITES	342 270	66 482	161		408 591
DEPRECIATION / CLIENTS	17 722 232	4 760 296	126 615	0	22 355 913
DEPRECIATION / STOCK	879 899		326 328		553 571
<i>Dont lié à la Guerre</i>	369 635		326 328		63 307
DEPRECIATION / AUTRES DEBITEURS	238 054	444 809			682 863
DEPRECIATION / COMPTES FINANCIERS	434 659		174 797		259 862
DEPRECIATION / IMMO. FINANCIERES & CORP.	66 666		21 426		45 240
<i>Dont lié à la Guerre</i>	30 738		21 426		9 312
TOTAL PROVISIONS P/ DEPRECIATION	19 341 510	5 205 105	649 167	0	23 897 448
PERSONNEL	2 857 244	434 788	288 046		3 003 986
RISQUES ET CHARGES DIVERS	200 000	6 510 205			6 710 205
RISQUES JURIDIQUES	283 401	8 304	4 347		287 358
TOTAL PROVISIONS P/ RISQUES ET CHARGES	3 340 645	6 953 297	292 393		10 001 549
TOTAL PROVISIONS	22 682 155	12 158 402	941 560		33 898 997
<i>Dont lié à la Guerre</i>	11 698 893	3 300 083	370 586		14 628 390

Provisions liées à la guerre

Le matériel et outillage, le matériel et mobilier de bureau, le matériel informatique ainsi que le matériel de transport situés dans les zones Centre Nord Ouest (CNO), ont fait l'objet d'une provision pour dépréciation à hauteur de 100% de la valeur nette comptable. Cette provision est reprise au résultat en fonction de l'amortissement des biens. Les stocks détenus par la société dans ces mêmes zones et sur lesquels pèsent des risques de perte ont été dépréciés en totalité. Ces stocks ont été inventoriés au cours de l'exercice et les provisions ont été reprises à hauteur de 326 millions de FCFA. Les provisions constituées depuis le début de la crise et existant dans les comptes au 31 décembre 2008 s'élèvent à 14 628 millions de FCFA dont 14 556 millions de FCFA relatifs aux consommations d'eau non facturées.

Dettes financières

Les dettes LMT au 31 décembre 2008 s'élèvent à 17 255 millions de FCFA dont 12 969 millions de FCFA d'avances sur consommations versées par les clients, 3 458 millions de FCFA d'emprunts contractés auprès de l'AFD pour le compte de l'Etat et garantis par SODECI sur les surtaxes et 827 millions de FCFA de dettes de crédit bail mobilier.

B. MÉTHODES SPÉCIFIQUES D'ÉVALUATION APPLIQUÉES PAR L'ENTREPRISE

Production et immobilisation des compteurs

Les matériels et outillages de l'entreprise comprennent des compteurs fabriqués par la SOCA qui font l'objet d'un traitement spécifique.

Les compteurs fabriqués sont initialement comptabilisés en stocks de produits finis et valorisés à leur coût de revient selon la méthode PUMP. Ils sont immobilisés par lots à un coût préétabli au fur et à mesure de leur installation chez les abonnés sur la base des sorties de stocks issus de l'inventaire permanent.

Les compteurs défectueux provenant du terrain donnent lieu à l'enregistrement d'écritures de cession d'immobilisations et de retour en stock. Ces cessions sont imputées sur les lots les plus anciens de compteurs immobilisés.

Opérations liées aux contrats d'affermage de services publics : incidence sur la présentation des comptes annuels

SODECI détient un droit exclusif (non inscrit à l'actif) de production et de distribution de l'eau potable sur l'ensemble du territoire de l'Etat de Côte d'Ivoire conformément au contrat d'affermage d'une durée de quinze ans signé le 04 octobre 2007 pour le même périmètre d'intervention que le précédent contrat de concession. De même, SODECI a signé en mai 1999, un contrat d'affermage exclusif pour le service d'assainissement de la ville d'Abidjan non valorisé à l'actif.

Immobilisations : Par application du contrat d'affermage, les comptes de la SODECI n'intègrent pas dans les immobilisations les biens mis à disposition par l'Autorité Contractante pour assurer la production et la distribution de l'eau en Côte d'Ivoire. De même, les comptes de SODECI ne présentent pas les immobilisations utilisées et mises à disposition par l'Autorité Affermante pour le service d'assainissement de la ville d'Abidjan.

Dettes et créances rattachées : Conformément au contrat d'affermage du service de distribution publique urbaine d'eau potable, les travaux neufs, les branchements sociaux, le renouvellement des immobilisations, le contrôle du service concédé et le contrôle de la qualité de l'eau sont financés par des dotations comprises dans le prix de l'eau (Fonds de développement) facturé aux usagers. La SODECI gère dans ses comptes ce fonds dont le solde s'élève à 6 032 millions de FCFA au 31 décembre 2008. De même, la surtaxe, deuxième volet des taxes spéciales sur l'eau (LF 1994), destinée au paiement des emprunts contractés par l'Etat, au financement de l'étude et à la réalisation des travaux d'hydraulique villageoise et urbaine, est comptabilisée dans des comptes de passif dès l'émission de la facturation Eau. Elle est apurée, pour la part encaissée qui est reclassée dans des comptes séparés de manière à faire apparaître d'une part les surtaxes facturées non encaissées et d'autre part les surtaxes encaissées à reverser, diminuée des utilisations. Le solde des surtaxes encaissées à reverser est de 2 765 millions de FCFA au 31 décembre 2008.

Conformément au contrat d'affermage du service d'assainissement, la contribution développement assainissement est exclusivement affectée au financement de la réalisation des programmes de travaux neufs et de renouvellement, de branchements sociaux, au remboursement de la dette et au contrôle. Au 31 décembre 2008 le solde de cette contribution développement s'élève à 785 millions de FCFA.

Emprunts

Les emprunts à long terme sont relatifs :

■ aux emprunts accordés par l'Agence Française de Développement (AFD). Il s'agit d'un accord de financement à long terme négocié en nom propre par la SODECI avec l'accord de l'Autorité Affermante (Etat de Côte d'Ivoire). Ces emprunts sont remboursés par prélèvement sur les Surtaxes et la Contribution Développement Assainissement.

■ à l'inscription au passif, conformément aux prescriptions de l'OHADA, de la dette de crédit bail consécutive au financement obtenu de la SGBCI et de la BICICI pour le renouvellement du parc automobile affecté à l'exploitation.

C. AUTRES INFORMATIONS

Informations relatives au Compte de résultat

Chiffre d'affaires eau

Par courrier daté du 14 août 2008, le Ministère des Infrastructures Economiques a confirmé la nouvelle rémunération de SODECI fixée à 250 FCFA/m³, hors taxes, avec date d'effet au 21 février 2008. Ainsi, les rattrapages de tarif de 228 FCFA/m³ à 242 FCFA/m³ et à 250 FCFA/m³ ont généré 2 839 millions de FCFA de chiffre d'affaires sur l'exercice 2008. Par ailleurs, le contrat d'affermage du service de distribution publique urbaine de l'eau potable prévoit la révision du tarif de vente de l'eau en fonction de la variation du prix de certains intrants, notamment les produits de traitement. Ainsi, l'Autorité de Tutelle a confirmé à la SODECI au titre de l'année 2008, le remboursement exceptionnel sur le Fonds de Développement des coûts liés à la hausse du prix de l'électricité, des produits de traitement et du carburant pour un montant de 1 641 millions de FCFA.

VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ACTIVITES (EN MILLIONS FCFA)

	2007	2008
Ventes d'eau HT	31 911	35 486
Travaux	11 276	13 517
Services vendus	2 261	1 492
Produits accessoires	459	523
Chiffre d'affaires	45 907	51 018

Autres produits et autres charges

L'appui fourni à SODECI par le CICR en zones CNO depuis 2004 grâce au financement de l'Union Européenne en Côte d'Ivoire s'est poursuivi jusqu'au 30 juin 2008 et ne sera pas renouvelé. Il consiste à mettre à la disposition de SODECI des produits de traitement de l'eau ainsi que le renouvellement du matériel d'exploitation (pompes, outillage, etc...) dans ces zones. Au titre de l'exercice 2008, les subventions en produits de traitement se sont élevés à 207 millions de FCFA.

Rémunération des membres du Conseil d'administration

Les rémunérations au titre des indemnités de fonction versées aux membres du conseil d'administration pour 2007 sont de 26 millions de FCFA.

Résultat Hors Activités Ordinaires

Le résultat hors activités ordinaires fait ressortir un bénéfice de 2 522 millions de FCFA au 31 décembre 2008 et correspond essentiellement à la prise en compte des coûts d'exploitation supportés par SODECI en zone CNO de septembre 2002 à décembre 2006 que l'Etat s'était engagé à rembourser en 2008. Cette opération a occasionné 8 413 millions de FCFA de produits HAO et 6 310 millions de FCFA de provision pour charges non déductibles fiscalement.

Engagements financiers (hors bilan en millions de FCFA)

Les avals, cautions et garanties donnés sont essentiellement des cautions données et reçues dans le cadre des marchés de travaux, de cautions fiscales (douanières) et contractuelles (affermage).

Engagements Reçus	Engagements Donnés
1 283	3 048

Composition du capital et filiales

Composition du capital :

FIBYSA	46,07%
SIDIP	4,81%
Etat de Côte d'Ivoire	3,25%
Divers Ivoiriens	38,59%
FCP SODECI	7,28%

Filiales :

SODECI détient 85% du capital de LOGIVOIRE (Société à responsabilité limitée de promotion immobilière) destinée à la réalisation de logements pour les agents. Elle détient également 33% (211,2 millions de FCFA) du capital du GIE dénommé Groupement des Services Eau et Electricité (GS2E) créé en juillet 2006 avec la CIE.

Situation fiscale latente : Analyse de l'impôt différé (ID)

Elle résulte des décalages temporaires d'imposition (Congés payés personnel, autres provisions non déductibles). Conformément aux prescriptions du droit comptable de l'OHADA, les ID ne sont pas comptabilisés, seul l'impôt exigible au cours de l'exercice est comptabilisé.

Evénements post-clôture

Néant



Armin Opiy



SODECI S.A.

Société de Distribution d'Eau de la Côte d'Ivoire
NOTRE MISSION, VOUS SERVIR

S.A au Capital de 4 500 000 000 FCFA • Siège Social : 1 avenue Christiani, Treichville
01 BP 1843 Abidjan 01 • Tél. : (225) 21 23 30 00 • Fax : (225) 21 23 30 06 • www.sodeci.ci